

que), de favoriser le déploiement de l'agro-business et l'accaparement des énormes réserves biologiques dans les forêts du Chiapas et de l'Oaxaca.» Le PPP est supervisé par Alfonso Romo, président de la multinationale agro-alimentaire mexicaine *Grupo Pulsar*. Romo est également membre du conseil d'administration d'un organisme non gouvernemental (ONG), *Conservation International*, qui fait de la prospection et qui milite pour la conservation de la forêt tropicale du Lacandon, dans le Chiapas!

Une stratégie sur trois fronts

Le gouvernement du Mexique agit sur trois fronts: les Indigènes, l'environnement, la sécurité (police, armée). Il a abandonné les Accords de San Andrés, qui avaient instauré une trêve avec l'EZLN, en 1996, au Chiapas, au risque d'y ramener la guerre et même de l'étendre à l'Oaxaca, autre État à prédominance indienne. Les Accords de San Andrés sur les droits et la culture indigènes reconnaissent aux autochtones le droit à l'autodétermination sur leurs territoires, le droit de gérer leurs ressources naturelles, le droit à une organisation sociale propre, de même qu'une certaine autonomie dans la gestion de la justice.

À son arrivée au pouvoir en décembre 2000, Vicente Fox s'était montré soucieux de mettre fin à la guérilla au Chiapas. Il avait demandé «quinze minutes» au sous-commandant Marcos pour parvenir à un accord de paix. La rencontre n'a jamais eu lieu.

Au Congrès de l'Union, en avril 2001, le parti présidentiel (PAN) s'est allié à l'opposition (PRI, au pouvoir entre 1930 et 2000, encore majoritaire dans plusieurs États), pour adopter une loi qui bafoue les droits autochtones, assujettit l'exercice de leurs coutumes à l'approbation des législatures d'État et abolit les protections du régime de propriété communale indigène.

La Loi a été ratifiée le 18 juillet après son approbation par 17 États sur 31 (neuf ont voté contre, dont le Chiapas et l'Oaxaca). Depuis, les zapatistes ont rompu tout contact avec le gouvernement et sont demeurés totalement silencieux, ce qui n'augure rien de bon. Le Congrès national indigène multiplie les séances d'information.

Remilitarisation

Fox renforce la présence policière et militaire à la frontière sud, sous le motif d'endiguer le flux d'émigrants et le trafic ►



Le Mexique abrite, dans la Sierra de Juarez, une des réserves mondiales de biodiversité naturelle. Les autres sont situées au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Australie et au Congo. Elles sont toutes menacées par le bio-piratage, la déforestation, l'extraction des ressources, l'exploitation commerciale d'espèces en danger.

plus de 1000 variétés de plantes, champignons et micro-organismes utilisés en médecine traditionnelle.»

Le contrat était rédigé en anglais et en espagnol. Les deux versions différaient quant au nombre de plantes recueillies, à la durée des travaux et au paiement des sommes promises. Les signataires n'étaient pas les mêmes selon les versions. Les communautés avaient gardé le contrat secret à la demande des promoteurs. Il en a résulté que les découvertes appartiennent à l'Université de Georgie et que les Zapotèques n'ont aucun droit de propriété. Quand les problèmes se sont accumulés, les quatre communautés ont consulté les autres chefs de la Sierra de Juarez et demandé conseil à la COMPICHE, une organisation in-

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

BIO-PIRATAGE EN SARRAU

Des pirates en blouses blanches pillent la seule richesse des Indigènes, la nature.

PAR DENISE PROULX

Les Zapotèques aiment raconter que les forêts de la Sierra de Juarez présentent plus de 5000 variétés ou espèces de plantes, d'arbres et d'animaux, sans parler des micro-organismes. Le sentier que nous avons suivi vers le village de Capulalpam de Mendez, nous a-t-on raconté, est vieux de 3000 ans. Il menait les Indiens au golfe du Mexique.

Avec son chapeau de cow-boy blanc qui ne le quitte jamais (même

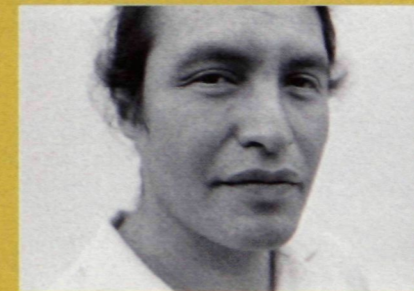
dans le bain témezcal), Don Monico accueille tous les malades que lui envoient les cliniques des alentours. Le bain témezcal est un sauna fabriqué de bois et chauffé par des pierres. À chaque fois que de l'eau est ajoutée sur les pierres, Don Monico *flagelle* les participants avec des branchages ou herbes censés dégager les énergies positives, ouvrir l'esprit et purifier le corps.

Les murs de son bureau sont chargés de pots de crème et d'onguent fabriqués

avec les herbes et les plantes cueillies avec l'aide des femmes qui viennent s'instruire auprès de lui plusieurs fois par mois.

En 1996, la pharmaceutique Sandoz (acquise depuis par la géante Novartis), signait un contrat avec l'*Union de Comunidades Zapotecas Chinantecas* (UZACHI), qui regroupe les communautés de Capulalpam de Mendez, La Trinidad, Santiago Xiacui et Santiago Comaltepec, pour mettre en valeur les boisés des communautés. Sandoz s'est associée à une ONG locale, *Estudios Rurales y Aserio* (ERA), spécialisée dans l'exploitation forestière, à l'Université de Georgie (É.-U.) et au programme *Smart Wood* (soutien aux ONG pour se conformer aux standards internationaux de la *Forest Stewardship Council*). La Fondation Rockefeller finançait le projet ERA-UZACHI.

«Les promoteurs ont fait valoir qu'on leur donnerait 6 millions \$ US et qu'une équipe de chercheurs serait entraînée», raconte Aldo Gonzalez Rojas, chef de la communauté zapotèque voisine de Guelatao. «On leur a construit un petit laboratoire pour recueillir le matériel génétique. C'est ce qu'ils appelaient le transfert technologique. Mais c'était un si petit laboratoire que ça n'avait rien à voir avec un laboratoire scientifique. Ils ont identifié



À 36 ans, Aldo Gonzalez Rojas est le plus jeune chef traditionnel nommé dans une communauté zapotèque.

digène du Chiapas qui a vécu une situation semblable.

«Lutter contre un tel contrat coûte très cher, explique Aldo Gonzalez. Nous avons peu d'avocats capables d'en comprendre la portée. Nous ne connaissons que quatre contrats du genre au Mexique. Il y en a peut-être plus, nous l'ignorons.» Après de fortes pressions des Zapotèques de la Sierra et d'organisations mexicaines, le contrat a été suspendu.

Mais les promoteurs ont recommencé à approcher les commu- ►

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

de drogue vers le Nord. En juillet 2001, un premier contingent de policiers mexicains recevait une formation spéciale d'agents du FBI. Les États-Unis ont accordé 13 M \$ pour moderniser une dizaine de postes-frontières et en créer cinq nouveaux entre le Guatemala et le Mexique, principalement dans le Chiapas.

Des soldats d'élites et des policiers mexicains seront formés pour surveiller le nouveau corridor ferroviaire et routier, la *Trans-Isthmus Highway*, qui traversera le Mexique d'est en ouest, la colonne vertébrale du PPP. Une entente avec le Guatemala prévoit l'installation de 12 000 soldats états-uniens au nord du pays, à la frontière du Mexique, en pays maya. Décidément, le Plan Puebla-Panama a un air de famille avec le Plan Colombie (voir *Recto Verso*, novembre-décembre 2000, no 287, p. 25: *Plan Colombie*).

L'environnement sans les Indigènes

Enfin, par le biais de son Secrétariat à l'environnement, le SEMARNAT, et sous couvert d'une meilleure protection de l'environnement, Fox prépare un vaste plan d'occupation industrielle et d'accaparement des ressources naturelles des États du sud. Le SEMARNAT a présenté, en janvier 2001, un ambitieux programme de protection et de mise en valeur du territoire. Il prévoit la création de cinq corridors pour exploiter la biodiversité du territoire dans les États du sud, le Campeche, le Yucatan, le Quintana Roo, le Chiapas et l'Oaxaca.

La stratégie de protection et de mise en valeur de l'environnement s'appuie sur la collaboration d'institutions et d'entreprises publiques ou privées, d'universitaires mexicains et étrangers, d'organisations non gouvernementales (ONG). Les Indigènes, occupants des territoires convoités et propriétaires de ces richesses, en sont exclus. Le gouvernement mexicain veut faire financer le volet environnemental de son Plan Puebla-Panama par la Banque Mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds monétaire international (FMI). L'inquiétude gagne les Indigènes, les partis de gauche et nombre de Mexicains.

Un rapport de la Banque Mondiale du 21 mai 2001 suggère au Mexique d'abandonner au préalable certains règlements ou d'annuler des lois fédérales sur le travail, de rendre les salaires plus flexibles, de ré- ►